

d'appuyer nos propositions? Chez les conservateurs progressistes, deux orateurs se sont plu à parler de toutes sortes de choses, sauf de la motion elle-même, ce qui s'applique également au représentant du Nouveau parti démocratique qui a pris la parole.

Monsieur l'Orateur, à peu près tout a été essayé au Canada. On a eu recours à des taux d'intérêt élevés, pour combattre l'inflation, on a par la suite créé du chômage. Par voie de conséquences, il a fallu revenir à des abaisséments du taux d'intérêt, ce qui ne règle pas la situation.

Il y a plus de chômeurs au Canada cette année que l'an passé, et presque autant que nous en avions en 1962 et 1963, lorsque le gouvernement conservateur progressiste a été défait. Le gouvernement n'a absolument rien à proposer pour remédier à la situation.

Je ne suis pas étonné d'assister à un tel mutisme, mais ce qui m'étonne, c'est qu'on ne présente pas de solution durable, de solution rentable, de solution à court ou à long terme pour doter le Canada d'un régime politique, économique et social acceptable à l'ensemble de la population.

En 1931, un illustre pape disait ce qui suit, dans l'encyclopédie *Quadragesimo Anno*:

L'économique sera sainement constitué et atteindra véritablement sa fin alors seulement qu'il procurera à tous et à chacun une part des biens que la nature et l'industrie ont les moyens de procurer... et cette part devra être suffisante pour assurer, à tous et à chacun, au moins une honnête aisance.

Il ne saurait être question d'un état de pitié, d'une misère perpétuelle, mais de garantir à «tous et à chacun au moins une honnête aisance». Bref, on désire être logé convenablement, avoir une bonne nourriture et des soins médicaux quand on en a besoin, c'est-à-dire vivre comme des êtres humains. Voilà ce qu'est l'honnête aisance». Cela ne veut pas dire que tout le monde sera riche, mais que tous jouiront au moins d'un «minimum d'aisance» pour vivre une vie normale.

Pourquoi les Créditistes blâment-ils le gouvernement de ne pas avoir accepté les propositions monétaires du Crédit social? C'est parce que les gouvernants, rouges ou bleus, ont toujours tenté de ridiculiser le Crédit social. On avait peur que cela crée l'inflation, et pourtant, on a fait régner l'inflation.

D'autres passent leur temps à nous demander où a été appliqué le Crédit social? Nulle part. C'est pour cette raison que tout va mal partout dans le monde. Pourquoi? Parce que la question monétaire n'intéresse personne, sauf les Créditistes. Ce sont les seuls qui s'en préoccupent.

D'autres diront: Eh bien, on n'a pas mis en application le Crédit social. Si on ne l'a pas fait, c'est parce que ce n'est pas bon. Nous avons la preuve du contraire, en étudiant les effets du système monétaire actuel. C'est une faillite totale.

● (5.40 p.m.)

Si nous étudions le budget national, nous constatons que 13 p. 100 sert à payer les intérêts sur la dette nationale, soit un milliard 945 millions de dollars. Personne ne s'élève contre l'exploitation honteuse des Canadiens par une poignée de financiers qui les contrôlent, qui font la pluie et le beau temps.

On a entendu certains économistes s'en prendre au Crédit social, et d'autres, le favoriser. Ceux qui ne favorisent pas le Crédit social s'entendent sur un seul point: ils sont contre!

[M. Caouette.]

En ce qui a trait aux solutions, il n'y a pas deux économistes qui disent la même chose. C'est pour cela que je réponds, à ceux qui me demandent où sont donc tous les économistes, que j'aime mieux ne pas les voir, parce que je ne veux pas me heurter à des gars semblables. Leurs solutions ne sont jamais les mêmes.

À l'université, on enseigne *Samuelson, Keynes*: l'un dit le contraire de l'autre. Depuis peu, un autre économiste, *Kelso*, veut faire de tous les travailleurs des actionnaires dans les industries, pour le développement du Canada. Voyons comment. Ces actionnaires seraient obligés d'emprunter des banques à charte, et déposeraient leurs emprunts en garantie pour obtenir des actions dans les diverses entreprises du Canada.

Ils seront encore contrôlés par les mêmes banquiers, par le même système monétaire; ils paieront des intérêts sur des emprunts pour devenir fictivement actionnaires de compagnies, pour un temps déterminé par le système financier, par le système bancaire.

Que dire de ceux qui ne travaillent pas? Est-ce que les banques leur avanceront de l'argent pour qu'ils puissent se procurer des actions de diverses compagnies, au Canada? Alors, *Kelso* est encore un gars qui rêve en couleurs. Il n'est pas intéressé à soulager l'ouvrier, le travailleur, le cultivateur, le mineur, mais à concentrer, à renforcer davantage le contrôle financier, le contrôle bancaire sur l'économie, sur la vie économique des Canadiens.

Nous crions la même chose depuis longtemps—peut-être dans le désert—lorsque nous disons: selon la production du Canada, et non pas selon la volonté d'un individu ou selon les caprices d'un parti politique, mais selon les données véritables, les faits réels, au Canada. Distributions à tous les Canadiens, en plus de leur salaire, de leurs revenus actuels, un dividende national qui accroîtrait leur pouvoir d'achat, leur permettant de se procurer les produits et les services dont ils ont besoin.

On ridiculise le dividende, et pourtant on distribue à gogo des dividendes à d'autres pays, et personne ne s'en offusque. Au Canada, cela ne serait-il pas aussi bon? Si la Banque du Canada accordait aux provinces des prêts sans intérêt, selon leurs besoins, on ne verrait pas les conflits avec lesquels celles-ci sont aux prises.

On entendrait moins parler de séparatisme et de divergences qui, en fin de compte, existent seulement relativement à la finance. Si on demande aux premiers ministres Bourassa, du Québec, Bennett, de la Colombie-Britannique, Strom, de l'Alberta, au nouveau premier ministre de l'Ontario et au premier ministre néo-démocrate du Manitoba quel est le problème, lorsqu'ils viennent à Ottawa, ils répondent qu'ils viennent réclamer une plus grande partie de l'assiette fiscale. Celle-ci est trop petite, parce que le système financier en détermine la grosseur.

Les Canadiens doivent déterminer la mesure du développement du Canada, ainsi que le niveau de vie, et ce, par leur travail, leur ambition, leur intuition, leur imagination. Ils développent le Canada, mais ils n'en retirent pas les fruits, parce que des voleurs les empêchent d'en bénéficier. Quand je dis «voleurs», je pèse mes mots. Ils en sont. Certains ne comprennent pas que des prêts sans intérêt pourraient être consentis aux provinces, aux municipalités et aux commissions scolaires. On laisse les municipalités aller sur le marché des obligations payer 12, 15 ou 17 p. 100 d'intérêt. La province de Québec a